



**CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR**  
236, Boulevard du Maréchal Leclerc  
CS 90008  
83107 – TOULON CEDEX

**MARCHE DE MAINTENANCE ET MISE AUX NORMES D'ASCENSEURS ET D'UNE PORTE AUTOMATIQUE DE  
GARAGE SUR DIVERS SITES DE LA CCI DU VAR**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

Procédure adaptée passée en application des articles R.2123-1, R.2123-4, R.2123-5, R.2162-2 et R.2162-3  
du code de la commande publique

Le présent CCAP comprend 18 feuillets numérotés de 1 à 18

## Table des matières

<b>CHAPITRE I - GÉNÉRALITÉS</b>	3
ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHE	3
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES	3
ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE	4
ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	4
<b>CHAPITRE II – PRIX ET REGLEMENTS DES COMPTES</b>	6
ARTICLE 5 – PRIX	6
ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX	6
ARTICLE 7 – MODALITÉS DE FACTURATION	7
ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE	8
ARTICLE 9 – AVANCE	8
<b>CHAPITRE III - EXÉCUTION DE LA PRESTATION</b>	9
ARTICLE 10 – NATURE DE LA PRESTATION	9
ARTICLE 11 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION	9
ARTICLE 12 – PENALITES	9
ARTICLE 13 – CLAUSE PÉNALE	9
ARTICLE 14 –MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	10
ARTICLE 15 – CALENDRIER ANNUEL D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
ARTICLE 16 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE	11
ARTICLE 17 – DELAIS DE GARANTIE	11
ARTICLE 18 – ORGANISATION DU TRAVAIL	11
ARTICLE 19 – SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION	12
ARTICLE 20 – MESURES DE SECURITE ET DE SURETE	12
ARTICLE 21 – SOUS-TRAITANCE	13
ARTICLE 22 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	13
ARTICLE 23 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	13
<b>CHAPITRE V - CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS</b>	14
ARTICLE 24 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS	14
<b>CHAPITRE VI - RÉSILIATION DU MARCHE / LITIGES</b>	15
ARTICLE 25 – RESILIATION	15
25.1. RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	15
25.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	15
ARTICLE 26 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE	15
ARTICLE 27 – LITIGES	15
ARTICLE 28 – DISPOSITIONS DIVERSES	15
28.1. NON VALIDITE PARTIELLE	15
28.2. REFERENCES	15
28.3. ANNEXES AU MARCHE	16
28.4. LANGUE	16
28.5. NOTIFICATIONS ET MISES EN DEMEURE	16
28.6. MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION	16
ARTICLE 29 – CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT	16
29.1. EVOLUTION DU NOMBRE DE SITE	16
29.2. CESSION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE	16
ARTICLE 30 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRE	16
ARTICLE 31 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	16

## **ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ**

### **1.1 OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet la maintenance et mise aux normes d'ascenseurs et d'une porte automatique de garage sur divers sites de la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### **1.2 DECOMPOSITION EN LOTS**

La consultation n'est pas allotie.

### **1.3 MONTANT DU MARCHÉ**

Le présent marché s'exécutera pour partie en sus des prestations forfaitaires par l'émission de bons de commande et/ou de marchés subséquents dans la limite des montants suivants sur la durée totale du marché :

- Montant minimum en € HT : sans
- Montant maximum en € HT : 12 000 € HT.

Les marchés subséquents et les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

## **ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES**

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement ses annexes ;
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi ;
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et son annexe, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du Var fait seul foi ;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG FCS), applicable aux marchés de fournitures courantes et de services, approuvés par arrêté du 30 mars 2021 ;
5. Les bordereaux de prix complémentaires des marchés subséquents ;
6. Les bons de commande ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;
8. Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations ainsi que les textes réglementaires en vigueur durant l'exécution,
9. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre initiale à l'appui de son offre ou dans le cadre des marchés subséquents.

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

### **ARTICLE 3 – RESPONSABILITÉ ET ASSURANCE**

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG FCS, il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours après réception de la notification du présent marché.

Le règlement des primes d'assurances devra être justifié à la CCI du Var chaque année pendant la durée du marché.

Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

### **ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL**

#### **ARTICLE 4.1 – RESPECT DES OBLIGATIONS RESULTANT DES LOIS ET REGLEMENTS RELATIFS A LA PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET AUX CONDITIONS DE TRAVAIL**

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Le titulaire doit aviser ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Le titulaire reste responsable du respect de celles-ci.

#### **ARTICLE 4.2 – HYGIENE**

Le titulaire devra respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du VAR, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

#### **ARTICLE 4.3 – TRAVAILLEURS ETRANGERS**

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

#### **ARTICLE 4.4 – TRAVAILLEURS D'APTITUDES PHYSIQUES RESTREINTES**

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes physiques restreintes et leurs rémunérations par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché devra être conforme à la réglementation en vigueur.

#### **ARTICLE 4.5 – LISTE NOMINATIVE DU PERSONNEL**

Le titulaire du marché devra soumettre à la CCI du VAR, lors de la mise au point du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, la liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent marché ainsi que le nom, la qualité et les coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations.

Cette liste devra être tenue à jour et faire mention des modifications qui peuvent intervenir dans la composition du personnel, notamment si un salarié cesse ou commence son travail. En tout état de cause, les qualifications du personnel proposé devront être en rapport avec la technicité des prestations considérées.

#### **ARTICLE 4.6 – VETEMENTS DE TRAVAIL**

Tout le personnel du titulaire affecté à l'exécution du présent marché, devra porter une tenue de travail propre et correcte, éventuellement de protection, en vigueur dans son entreprise et, y compris pour le personnel d'encadrement, l'insigne spécifique de son entreprise. Tout salarié du titulaire non revêtu de son vêtement de travail, sans insigne ou dans une tenue négligée ne sera pas admis à l'exécution de la prestation.

#### **ARTICLE 4.7 – COMPORTEMENT DU PERSONNEL**

Le personnel de l'entreprise devra faire preuve de la plus grande correction.

### **ARTICLE 5 – PRIX**

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant les prix forfaitaires et globaux pour la partie forfaitaire du marché tels qu'indiqués dans l'acte d'engagement et ses annexes.

#### **Partie forfaitaire**

Les prestations définies au CCTP seront réglées par application du prix global et forfaitaire tel qu'indiqué à l'acte d'engagement

#### **Partie à marchés subséquents :**

Tout besoin non prévu et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les prix indiqués dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire forment pour le titulaire le référentiel de prix pour les marchés subséquents passés sur le fondement du présent marché.

Les fournitures ou prestations seront réglées par application des prix figurant dans l'offre remise par le titulaire au titre du marché subséquent.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels, y compris les frais d'essais, d'études, d'implantation, de contrôle et de nettoyage, ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- Avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- Avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- Avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation ou d'une absence de visite des lieux de sa part pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché.

### **ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX**

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, le marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m<sub>0</sub>).

Les prix sont indiqués à l'acte d'engagement pour la partie forfaitaire.

Les prix sont révisables annuellement à la hausse comme à la baisse à la date anniversaire de notification du marché.

L'indice de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'Index du bâtiment - BT48 - Ascenseurs - Base 2010.

Les prix de base sont révisés par application de la formule suivante :

$$P = P_0 (0.125 + 0.875 \cdot \frac{I}{I_0})$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix à réviser

I = Valeur de l'indice connu le mois de la remise l'offre (m<sub>0</sub>).

I<sub>0</sub> = Valeur du dernier indice connu à la date anniversaire de notification du marché.

Les prix ainsi révisés sont fermes pendant une période d'une année. Les nouveaux prix ainsi définis s'appliquent uniquement aux nouvelles commandes ou prestations émises postérieurement à la date anniversaire de notification de l'offre et sur la période d'exécution concernée (12 mois).

Le coefficient de révision comporte trois décimales et est arrondi au millième supérieur.

La demande de révision devra parvenir à la CCI du Var, par tous moyens à la convenance du titulaire permettant de donner date et heure certaine à sa réception.

Le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant approuvera le prix ainsi modifié. En cas d'erreur de la part du titulaire, elle lui notifie sans délai cette erreur. Celui-ci procède alors à la modification du prix.

En cas de disparition d'un indice, la CCI du Var pourra lui substituer l'indice le plus proche, soit par son objet, soit par application des préconisations des pouvoirs publics. En cas de désaccord, le titulaire produit un mémoire de réclamation dans les quinze jours en précisant l'indice qu'il souhaite voir utilisé. Si le désaccord persiste, les parties conviennent d'une clause de rendez-vous au terme duquel un avenant sera établi. Si les parties ne parviennent pas à s'entendre, l'indice général des prix sera substitué à l'indice disparu.

## **ARTICLE 7 – MODALITÉS DE FACTURATION**

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

### **Remise des factures sous format dématérialisé :**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

## **ARTICLE 8 – RETENUE DE GARANTIE**

Sans objet.

## **ARTICLE 9 – AVANCE**

Aucune avance ne sera versée.



## **ARTICLE 10 – NATURE DE LA PRESTATION**

Le présent marché a pour objet la maintenance et mise aux normes d'ascenseurs et d'une porte automatique de garage sur divers sites de la CCI du Var.

## **ARTICLE 11 – DUREE DU MARCHE – DELAIS D'EXECUTION**

### **11-1 – DUREE DU MARCHE**

Le marché est conclu à compter de la réception par le titulaire de la lettre portant notification du marché pour une durée de 48 mois.

### **11-2 – DELAIS D'EXECUTION**

Les délais d'exécutions sont définis au CCTP.

## **ARTICLE 12 – PENALITES**

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

### **Pénalités pour non-respect du calendrier d'exécution des vérifications périodiques :**

En cas de non-respect du calendrier d'exécution des vérifications périodiques, tel que produit par le titulaire, au début de chaque période de marché dans le cadre de la production d'un calendrier d'exécution semestriel, il sera fait application au titulaire d'une pénalité de 30 € par jour calendaire de retard.

### **Pénalités pour indisponibilité des équipements des ascenseurs et d'une porte automatique de garage dans le cadre des opérations d'entretien et de maintenance :**

Pour toute indisponibilité des équipements supérieure à 48 heures, il sera fait application au titulaire d'une pénalité de 50 € par jour d'indisponibilité en sus, sauf justification dûment motivée dont l'appréciation est laissée au pouvoir adjudicateur.

### **Pénalités pour retard d'intervention :**

- Intervention > à 1h pour personne bloquée dans un ascenseur : 50 € / heure de retard
- Intervention > à 2h pour anomalie de fonctionnement des ascenseurs et d'une porte automatique de garage les jours ouvrables, dimanches et jours fériés : 20 € / heure de retard

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

## **ARTICLE 13 – CLAUSE PÉNALE**

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 12, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation

totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent marché, le titulaire encourt outre la résiliation du marché prévue à l'article 25.1 du présent CCAP, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant du marché par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

Par dérogation aux articles 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG FCS, le montant total des pénalités n'est pas plafonné, aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

#### **ARTICLE 14 –MODALITES DE PASSATION DES MARCHES SUBSEQUENTS**

**Tout besoin non prévu et en lien avec l'objet du marché et ne le modifiant pas substantiellement fera l'objet d'un marché subséquent** qui précisera les caractéristiques du besoin attendu et ses modalités d'exécution. Les marchés subséquents s'exécuteront par bons de commande.

Les marchés subséquents conclus sur la base du présent marché seront attribués après consultation du titulaire, sans mise en concurrence complémentaire.

La consultation interviendra lors de la survenance du besoin. Il sera adressé au titulaire, une demande écrite détaillant les prestations attendues et modalités de livraison. Elle se fera par tout moyen, courrier, courriel ou par remise en mains propres. Le titulaire aura l'obligation de répondre à chacune de ces consultations dans les délais imposés.

Il s'oblige à remettre des offres acceptables, régulières et appropriées à l'objet de la consultation et devra se conformer en tous points aux demandes de la CCI du Var sous peine de rejet de son offre.

Il devra présenter des offres financières et techniques au moins aussi avantageuses et qualitatives que les offres présentées lors de la passation du marché. Il peut exceptionnellement motiver des différences de prix correspondant à des prestations spéciales à un marché subséquent, en joignant tous les justificatifs étayant la demande. À défaut, il lui sera demandé de recalculer son offre sur la base du référentiel de prix.

Les marchés subséquents seront matérialisés sous forme de bons de commande, datés et signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

La nature, quantités et lieux de livraison seront spécifiés sur le bon de commande correspondant.

#### **ARTICLE 15 – CALENDRIER ANNUEL D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

Le titulaire proposera à la CCI du VAR, dans **un délai de quinze jours calendaires** à compter de la notification marché, le calendrier prévisionnel annuel d'exécution des prestations de vérifications.

## **ARTICLE 16 – DOCUMENTS ECRITS A REMETTRE PAR LE TITULAIRE ET DELAIS DE REMISE DES DOCUMENTS PAR LE TITULAIRE**

<b>Désignation des documents</b>	<b>Délais</b>	<b>Articles du CCAP définissant les documents</b>
Attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle	8 jours à dater de la notification du marché	Article 3
Plan de prévention	Avant tout commencement d'exécution de la prestation	Article 4.2
Liste nominative du personnel affecté à l'exécution du présent marché + nom, qualité et coordonnées du personnel d'encadrement responsable de l'exécution des prestations	Lors de la mise au point du marché et avant tout commencement d'exécution de la prestation	Article 4.5
Calendrier prévisionnel annuel d'exécution des prestations	15 jours calendaires à compter de la notification du marché	Article 15

## **ARTICLE 17 – DELAIS DE GARANTIE**

Les dispositions de l'article 33 du CCAG FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 18 – ORGANISATION DU TRAVAIL**

L'organisation du travail devra respecter les dispositions ci-après.

### **ARTICLE 18-1 – EFFECTIFS**

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP et la répartition des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations basées notamment sur la périodicité définie au CCTP, seront fixés par le titulaire dans la liste nominative visée à l'article 4.5 du présent CCAP.

Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes d'organisation qu'il proposera.

### **ARTICLE 18-2 – ENCADREMENT DU PERSONNEL**

Le titulaire devra obligatoirement affecter au site, un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Cet agent sera l'interlocuteur privilégié de la CCI du Var pour toutes les questions ou difficultés nées de l'exécution des prestations.

Il sera assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il devra être disponible et joignable à tout moment de manière à intervenir rapidement et devra se rendre aux convocations de la CCI du VAR en cas d'insuffisance d'encadrement ou de consignes particulières au personnel en place. Il devra transmettre au personnel en place les remarques et les consignes particulières formulées par la CCI du VAR.

### **ARTICLE 18.3 ACCES AUX LOCAUX**

D'une manière générale, le titulaire se conformera au règlement intérieur de chaque établissement concerné et aux obligations particulières régissant l'accès des sites de la CCI du Var. Le règlement particulier lié à chaque site lui sera communiqué en début

du marché, ou éventuellement en cours du marché dans la mesure où des mesures complémentaires seraient prises par la CCI du Var.

## **ARTICLE 19 – SUJETIONS RESULTANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION**

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever aucune réclamation, des sujétions qui pourront être occasionnées par les activités d'exploitation des sites.

Le cas échéant, la CCI du Var pourra à tout moment, être amenée à demander au titulaire la suspension momentanée des prestations sur une zone en travaux.

En cas d'arrêt de travail de son personnel, le titulaire sera tenu d'assurer les prestations définies par la CCI du Var, indispensables à la continuité et au maintien du service.

Le titulaire devra respecter les contraintes qui lui seront imposées par la CCI du Var et notamment celles liées à l'exploitation des différents sites.

L'entrepreneur sera réputé avoir pris connaissance de toutes les difficultés d'accès . Il ne pourra prétendre à aucune indemnité ou plus value du fait de l'exécution simultanée d'autres chantiers.

L'entrée et la circulation des véhicules et matériels s'effectueront conformément au plan de circulation indiqué par la CCI du Var, en cas de modification temporaire d'accès consécutive à des travaux.

## **ARTICLE 20 – MESURES DE SECURITE ET DE SURETE**

### **ARTICLE 20.1 – MESURES DE SECURITE**

Le personnel du titulaire devra se conformer et se soumettre aux règles et consignes de sécurité et de sûreté appliquées dans chacun des sites et se soumettre à tout contrôle qui lui sera demandé. Le titulaire devra de même respecter les lois et règlements en vigueur, relatifs à l'hygiène et à la sécurité et satisfaire aux prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux interventions d'entreprises extérieures conformément au décret n°92-158 du 20 février 1992. Il respecte les plans de prévention dûment établis par ses soins, en coordination avec la CCI du Var, avant tout commencement d'exécution de la prestation.

Le titulaire devra répondre des agissements de ses préposés conformément aux règles de droit commun.

*Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas ces obligations contractuelles, le marché sera résilié à ses torts et ne saura donner lieu au versement d'indemnités à son égard.*

*Ainsi, ne pourront pénétrer et circuler dans l'enceinte d'un des sites de la CCI du Var que les représentants du titulaire dûment habilités par les services de sûreté compétents.*

Un badge leur sera remis à cet effet. Ils devront le porter de façon apparente et permanente pendant les périodes de présence sur le site.

Ce badge sera personnel et ne devra en aucun cas être confié à un tiers. En cas de perte ou de vol de ce badge, le salarié du titulaire devra en informer immédiatement un représentant du service de sûreté et le représentant de la CCI du Var.

Toute infraction à cette règle sera de nature à entraîner outre l'application des dispositions coercitives contractuelles, les sanctions pénales applicables par le règlement propre au site ou exécutée la prestation.

*Si cet accès leur a été interdit en raison de mesures de sûretés particulières et que les salariés sont dans l'impossibilité d'assurer les prestations objet du marché, ils doivent en informer immédiatement le représentant de la CCI du Var. Dans le cas où le personnel n'aurait pas averti ce représentant, et que la prestation ne puisse être assurée dans les conditions contractuelles du présent marché, les sanctions prévues au présent CCAP seront applicables au titulaire.*

### **ARTICLE 20.2 – MESURES DE SURETE PONCTUELLES**

De plus, en cas de mise en place d'un dispositif de sûreté propre à un site (vigipirate, vigipirate renforcé, etc...) ou en vigueur sur l'ensemble du territoire, le personnel du titulaire devra faire preuve d'une vigilance particulière et informer immédiatement les services de sûreté de tout colis suspect ou attitude suspecte.

### **ARTICLE 20.3 – RESPONSABILITES**

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements en vigueur.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la CCI du Var en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Le titulaire devra veiller à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter des accidents à son personnel ou à des tiers. Il demeure responsable des accidents qui surviendraient. Le titulaire garantit la CCI du Var de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature.

### **ARTICLE 21 – SOUS-TRAITANCE**

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 11 et 12 du présent CCAP.

### **ARTICLE 22 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Les dispositions de l'article 20 du CCAG FCS s'appliquent.

### **ARTICLE 23 – CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES**

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent.

Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

## **CHAPITRE V - CONSTATATIONS DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **ARTICLE 24 – OPERATIONS DE VERIFICATION ET DECISIONS**

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG FCS s'appliquent.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, la CCI du Var se réserve le droit de procéder aux opérations de vérification sans informer le titulaire de la date ou de la période prévue.

Par dérogation aux articles 28.1, 28.2 et 30.1 du CCAG FCS, le délai imparti à la CCI du Var pour procéder aux vérifications et notifier sa décision est de deux mois. Passé ce délai, la décision d'admission des fournitures ou des services est réputée acquise à dater de la livraison ou de l'achèvement de l'exécution du service.

## **ARTICLE 25 – RESILIATION**

### **25.1. RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent marché, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 11 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

### **25.2. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant forfaitaire initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de **3 %**.

## **ARTICLE 26 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUE DU TITULAIRE**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

## **ARTICLE 27 – LITIGES**

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

## **ARTICLE 28 – DISPOSITIONS DIVERSES**

### **28.1. NON VALIDITE PARTIELLE**

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

### **28.2. REFERENCES**

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du Var, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

### **28.3. ANNEXES AU MARCHÉ**

Les annexes au marché en font partie intégrante.

### **28.4. LANGUE**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

### **28.5. NOTIFICATIONS ET MISES EN DEMEURE**

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

### **28.6. MODIFICATION DE LA RÉGLEMENTATION**

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînerait une modification du coût de la prestation.

### **ARTICLE 29 – CLAUSES DE REEXAMEN / AVENANT DE TRANSFERT**

Conformément aux articles R.2194-1 du code de la commande publique, une clause de réexamen est appliquée au présent marché. Elle porte sur :

#### **29.1. ÉVOLUTION DU NOMBRE DE SITE**

En cours d'exécution, le nombre de l'ensemble des sites pourrait évoluer en fonction de l'ajout ou de la fin de mission de gestion d'un site confiée à la CCI du Var.

Le Pouvoir Adjudicateur notifiera cette évolution aux titulaires du marché par lettre recommandée avec accusé de réception dans les meilleurs délais.

#### **29.2. CESSIION DU CONTRAT AU PROFIT D'UN NOUVEAU TITULAIRE**

Dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

Dans le cas où l'une des parties souhaiterait céder tout ou partie du contrat, celles-ci conviennent de se rapprocher afin d'envisager les modalités de cette cession et établir un projet d'avenant de transfert soumis à leur accord ultérieur.

### **ARTICLE 30 – RECOURS A LA PROCEDURE NEGOCIEE POUR LA REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES**

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle de la présente consultation pourra être exécutée par le même titulaire dans le cadre d'un ou de plusieurs marchés négociés.

Intégration ultérieure de deux ascenseurs au Campus de la Grande Tourache.  
Montant estimatif : 10 000 € HT.

### **ARTICLE 31 – DEROGATIONS AU CCAG FCS**

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS et à titre non limitatif, les dérogations aux C.C.A.G. FCS explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :



ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. FCS
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Responsabilité et assurance	art. 3	art. 9.2
Variation des prix	art. 6	art. 10.1
Pénalités	art. 12	art. 14 ; 3.5 ; 3.6.3
Clause pénale	art. 13	art. 14
Vérifications et décisions	art. 24	art. 27.3 ; 28.1 ; 28.2 ; 30.1
Résiliation	art. 25	art. 42
Dérogations	art. 31	art. 1.2